ARRETE DU MAIRE

OBJET : REGLEMENTATION PERMANENTE – MODIFICATION DU REGLEMENT GENERAL DE POLICE DES TERRASSES, ETALAGES ET OBJETS DIVERS SUR LE DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de PALAVAS-LES-FLOTS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code pénal et notamment l'article R.632-1 ;

Vu l'arrêté n°122/2021 portant règlement général de police des terrasses, étalages et objets divers sur le domaine public,

Considérant qu'il appartient au Maire, en vertu de son pouvoir général de police, de réglementer l'utilisation du domaine public afin d'assurer la sécurité, la tranquillité et salubrité des usagers du domaine public ;

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter quelques modifications aux dispositions applicables ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 : L'arrêté n°122/2021 est modifié comme suit :

Il est rajouté à l'article 1.3 – Définitions l'alinéa suivant : « Toute libération du domaine public demandée ou non par la commune, entrainera à la charge de l'exploitant, la remise en état. »

Il est rajouté un article 2.3.2 comme suit :

« Article 2.3.2 Type d'aménagement spécifique aux ventes à emporter

Concernant les établissements ayant une terrasse commerciale pour consommation à emporter, des spécificités techniques sont à respecter concernant l'installation du matériel.

- Pour le secteur des quais (Paul Cunq et Georges Clémenceau) :

Les banques froides, chaudes ou sèches de vente à emporter devront obligatoirement être installées, à un mètre minimum de la bordure de la voie de circulation.

- Pour le secteur Boulevard Maréchal Joffre du n°2 au n°3 :

Afin de permettre la visibilité commerciale et dans le respect de l'harmonie visuelle de ce secteur, il pourra être accordé sur dérogation, un dépassement de 50 cm au maximum, des banques froides, chaudes ou sèches sur le domaine public à la limite de la terrasse commerciale fermée déjà autorisée. Cette dérogation sera applicable uniquement sur les horaires d'ouverture de l'établissement.

En dehors des secteurs énoncés ci-dessus, toutes les banques froides, chaudes ou sèches de vente à emporter devront obligatoirement être installées à l'intérieur du local commercial privé, sauf dérogation spécifique. »

Il est rajouté un article 2.3.3 comme suit :

« Article 2.3.3 – Type d'aménagement spécifique aux contre-terrasses des quais

Sont considérées comme contre-terrasse des quais, les terrasses commerciales sur la promenade des quais Paul Cunq et Georges Clémenceau, délimitées par du matériel (potelet et cordage) mis à disposition des exploitants par la commune et régies par une convention de mise à disposition.

Cette occupation est soumise à autorisation et doit faire l'objet d'une demande au même titre que toute occupation du domaine public. La convention de mise à disposition du matériel municipal sera établie annuellement après étude et validation de la demande.

Les conditions d'autorisation sont les suivantes :

- ❑ Exercer une activité de restauration, snack, bar, glacier, hôtel.
- ❑ Bénéficier d'une autorisation annuelle d'occupation du domaine public ;
- ❑ Être titulaire d'un bail constitutif de fonds de commerce ;
- ❑ Être ouvert au minimum 8 mois dans l'année civile ;
- ❑ Être équipé d'un WC pour la clientèle.

Aucun mobilier (chevalet, porte menu, jardinière...) en dehors des tables et chaises ne sera autorisé sur les contre-terrasses de la promenade des quais. Toutefois, un mobilier à vocation de propreté pourra être admis.

A compter du 1^{er} janvier 2024, seront autorisés uniquement les parasols de dimension 3m sur 3m et de couleur écru ou beige.

En période de fermeture de l'établissement, l'installation de corde de fermeture le long de la voie de circulation sera obligatoire afin d'empêcher le stationnement de véhicule sur l'espace de la contre-terrasse et ainsi d'éventuelles dégradations.

Au-delà d'une semaine de non utilisation de la contre terrasse, le matériel devra être retiré du domaine public et l'accès à la contre terrasse devra être sécurisé par l'occupant.

Pour rappel, tout le matériel autorisé qui reste sur la contre terrasse, en période d'ouverture de l'établissement, devra être rangé et sécurisé. Il est sous la responsabilité de l'occupant et aucun matériel ne devra être stocké sur les pontons « pêcheurs ».

L'entretien du matériel mis à disposition et la surface de l'occupation autorisée sont définis sur la convention jointe en annexe au présent règlement. Un état des lieux du domaine public sera réalisé au préalable par les services de la Commune. »

L'article 2.3.2 est modifié comme suit :

« Article 2.3.4 – Type d'aménagement interdit

Au titre de la présente réglementation, les espaces de commodités sont interdits sur le domaine public. Néanmoins, des dérogations spécifiques pourront être accordées selon certains critères (la localisation et le type d'établissement) avec des spécificités d'horaire définis sur le tableau sectoriel en annexe. »

L'article 2.5 est modifié comme suit :

« Article 2.5 – Modalités de paiement

Toute autorisation d'occupation du domaine public est consentie contre le versement d'une redevance.

Les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public font l'objet soit d'une délibération du conseil municipal, soit d'une décision de Monsieur le Maire prise par délégation préalable du Conseil municipal.

Les modalités relatives au versement de la redevance sont fixées dans les actes constitutifs des régies affectées à la perception des droits des occupations du domaine public et/ou dans leurs avenants.

L'absence du versement de la redevance est constitutive d'une faute et est susceptible d'entraîner le non-renouvellement de l'autorisation pour l'année suivante.

Toute mise en recouvrement de la redevance d'occupation en N-1, entrainera d'office le paiement de celle de l'année en cours par prélèvement automatique de la façon suivante :

- Jusqu'à 2000€ en paiement unique au 1er juillet,
- Au-delà de 2000 € en paiement échelonné d'avril à juillet »

L'article 2.6 est modifié comme suit :

« Article 2.6 – Porte-menu et autres dispositifs hors occupation

Il est strictement interdit d'installer ou d'entreposer du matériel à vocation commerciale, professionnelle ou personnelle en dehors de la surface consentie à l'occupation.

Dans le cadre des terrasses ouvertes, il est également interdit de laisser du mobilier ou des équipements à vocation commerciale, professionnelle ou personnelle sur la surface consentie à l'occupation en dehors des périodes d'exploitations.

NB : Une dérogation spécifique pourra être demandée pour l'ajout d'un panneau à proximité de la terrasse commerciale sur le secteur vente à emporter Boulevard Maréchal Joffre du n°1 au n°3. Un emplacement précis sera défini et devra être respecté.

Une dérogation pourra être demandée par les établissements n'ayant pas d'autorisation d'occupation du domaine public pour une terrasse commerciale (ex: salon de coiffure , d'esthétique...).

Ces demandes devront être adressée à la commune.

Le demandeur sera tenu en cas d'accord de s'acquitter de la redevance d'occupation pour un panneau fixé par le règlement de tarification en vigueur. »

L'article 3.1 est modifié comme suit :

« Article 3.1 – Demande

Toute autorisation d'occupation du domaine public doit faire l'objet d'une demande écrite de l'exploitant auprès de la commune de PALAVAS-LES-FLOTS. Aucune autorisation ne pourra être délivrée sans étude de faisabilité de l'implantation de la terrasse. Cette étude définira les dispositions spécifiques nécessaires à mettre en place pour l'implantation de la terrasse projetée sans compromettre la sécurité des usagers du domaine public. A cet effet, les prescriptions techniques comprises dans cette étude prennent en compte la configuration des lieux et le flux normal des piétons permis sur le périmètre direct de la terrasse.

L'autorisation d'occupation est circonscrite à l'accomplissement des formalités suivantes :

- Accomplissement de la demande par l'intermédiaire du formulaire dédié, disponible sur demande et sur le site de la Ville,
- Exactitude des informations et des documents fournis,
- Fourniture de l'ensemble des documents demandés dans le cadre de la demande.

Dans le cadre de la demande, les services communaux pourront demander tout renseignement ou document de nature à éclairer l'analyse du dossier.

Toute demande d'autorisation d'occupation du domaine public est soumise à l'acceptation du présent règlement.

La demande ne vaut pas délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public ou de maintien sur les lieux en cas d'occupation illicite du domaine public.

L'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois équivaut à un refus tacite. Une demande sans réponse est donc réputée refusée. La commune se réserve néanmoins le droit de prolonger le délai d'instruction des dossiers soumis.

Une autorisation peut être refusée pour des motifs liés :

- Aux conditions de circulation et notamment au flux des piétons,
- A la configuration des lieux,
- Aux conditions de sécurité.

Ces motifs sont exhaustifs. »

L'article 5.2.1 est modifié comme suit :

« Article 5.2.1 – Ordre public

Le titulaire d'un titre d'occupation du domaine public veillera à ne causer aucun trouble à l'ordre public du fait de son installation, de ses équipements ou de son activité.

Il veillera notamment à la sécurité des usagers du domaine public en veillant à ne pas gêner, restreindre ou occulter l'éclairage des voies publiques d'une quelconque façon. Il prendra également toutes les mesures nécessaires pour ne causer aucun danger pour les personnes au regard des flux des piétons sur le domaine public.

Il veillera en outre à ce que ses installations soient aux normes légales, notamment au regard de la législation sur les établissements recevant du public.

Pour rappel, le colportage est strictement interdit sur la voie publique. »

L'article 5.2.2 est modifié comme suit :

Article 5.2.2 – Hygiène publique

L'occupant veillera à préserver la salubrité publique dans le cadre de son installation et de ses équipements. A cet effet, il ne déversera pas les huiles alimentaires usagées dans les égouts, poubelles ou évier. Il devra veiller à leurs ramassages par une société spécialisée. En attendant ce ramassage, il stockera les produits dans un conteneur adapté.

A titre informatif, des justificatifs seront demandés dans le dossier de demande d'occupation du domaine public annuel (contrat de collecte des huiles usagées, justificatif d'achat et d'entretien d'un bac à graisses).

Le titulaire de l'autorisation s'engage à respecter les consignes de collectes mises en place par les autorités compétentes (horaires de collectes, zones de collectes, dispositions relatives aux points de collectes.) Tout abandon de déchet dans un autre endroit que les points prévus par l'autorité compétente est un dépôt illégal de déchet. Est également considéré comme un dépôt illégal de déchets le fait d'abandonner des déchets au sol. A ce titre, les dispositions des articles R. 632-1 du Code pénal et R. 633-6 du code pénal s'appliqueront.

Les denrées alimentaires stockées ou installées sur le domaine public sont soumises aux réglementations applicables et notamment le Règlement Communautaire 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires. Le titulaire veillera également au respect de la chaîne du froid. A ce titre, il sera civilement et pénalement responsable des mesures de protection des denrées alimentaires au regard des contaminations croisées.

Pour préserver l'hygiène publique, le titulaire veillera également à ce que le fonctionnement ou la conception des étalages installés sur le domaine public ne favorise pas l'intrusion ou la prolifération des espèces nuisibles tels que les rats, les pigeons ou les insectes.

Toute action de nature à entraîner une pollution est strictement interdite. Dans ce cadre, les eaux de nettoyage ne seront pas jetées dans le réseau pluvial ou déversées dans la rue. Toute action de cette nature sera constitutive d'une faute. A ce titre, la commune pourra mettre fin à l'autorisation dans les conditions de l'article 8.1 du présent arrêté.

Le titulaire mettra à disposition, si cela s'avère nécessaire au regard de l'activité, des cendriers à sa clientèle. »

L'article 6.1 est modifié comme suit :

« Article 6.1 – Délimitation technique d'une terrasse

Les terrasses commerciales ne pourront être installées que sur le domaine public non affecté à la circulation routière ou au stationnement. Les installations devront notamment préserver les commodités de circulation piétonne et d'accès aux riverains à leurs portes et fenêtres.

Chaque terrasse fera l'objet d'un métrage précis qui sera inscrit dans le titre d'occupation.

Il est strictement interdit d'augmenter ce métrage qui fixe le périmètre de l'occupation du domaine public. Il sera strictement interdit tout dépassement de ce métrage, que ce dépassement soit au sol ou en l'air. Une dérogation temporaire, définie précisément selon des horaires fixes et un secteur précis, pourra être accordée en cas de nuisance sur des périodes de l'année (ex : exposition au soleil en saison estivale aux heures les plus chaudes nécessitant l'ombre d'un parasol...)

Toute installation devra respecter des prescriptions individuelles de sorte à garantir et faciliter la circulation et la sécurité des piétons. Chaque installation fera l'objet d'une étude spécifique dont l'objectif sera de garantir cette sécurité au regard du flux de piéton estimé et de de la configuration des lieux. »

L'article 6.5.5 est modifié comme suit :

« Article 6.5.5 – Equipements de commerce

Les seuls équipements pouvant être installés sur la surface accordée sont ceux en lien avec l'activité exercée et définis sur le titre d'occupation du domaine public.

Les équipements tel que les étalages installés doivent être adaptés aux produits vendus.

Les caquettes empilées ou posées sur le sol ne sont pas autorisées.

Les équipements doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur.

En cas d'évolution de la législation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité.

Sauf dérogation spécifique comprise dans le titre d'occupation, les appareils de cuisson, les banques froide, chaude et les machines à glace sont interdits sur le domaine public. Une dérogation spécifique peut être demandée auprès de la commune lors de la demande d'occupation du domaine public pour l'installation d'une terrasse commerciale.

Cette demande doit apporter toutes les garanties nécessaires en matière de sécurité de personne et des biens.

Les équipements de type barnums ou parasols ne doivent pas gêner la visibilité des équipements de commerce voisins ou gêner la visibilité des panneaux de signalisation. L'interdiction de publicité s'applique également sur les parasols et tout mobilier présent sur la terrasse commerciale.

Il est également proscrit d'altérer la nature des parasols qui est la protection solaire. A cet effet, il est interdit de suspendre des éléments extérieurs à l'équipement. »

L'article 12.2 est modifié comme suit :

« Article 12.2 – Installations fixes

L'installation de structures fixes peut être autorisée en fonction de la situation du projet de terrasse.

Un dossier complet de présentation du projet (avec plan détaillé, matériaux utilisés, fiche technique, détails divers...) devra être fourni au service gestionnaire pour instruction et vérification de la conformité avec la réglementation en vigueur.

Une autorisation spécifique d'urbanisme est néanmoins requise préalablement à toute installation. L'exploitant devra donc engager les démarches nécessaires auprès des services gestionnaires.

Ces structures doivent impérativement rester démontables. L'ancrage peut être réalisé par un procédé de boulonnage au ras du sol.

Les constructions maçonnées ne sont pas admises sur le domaine public, sauf contrainte technique et après étude du dossier.

Si des installations fixes sont occupées uniquement à titre saisonnier, elles devront être impérativement retirés à l'issue de la saison.

Les installations et structures fixées devront l'être de façon sécurisée. Les lests de fortune ne seront pas admis. La fixation des éléments dans le sol doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès des services municipaux qui définiront les contraintes de pose. Le mobilier communal, les divers supports publics ou les arbres ne pourront en aucun cas faire l'objet de support d'une installation commerciale ou privative.

Les installations fixes respecteront les règles suivantes :

- Elles prendront la mesure des alignements des installations voisines,
- Elles assureront le contournement des obstacles (Arbres, installations publiques) sans s'y appuyer ou s'y fixer,
- Elles ne dépasseront pas la hauteur de la façade du local commercial,
- Les stores de type canisse ou bambou ne seront pas admis.
- L'ensemble des éléments sera fréquemment nettoyé, »

L'article 12.2 est modifié comme suit :

« Article 12.3 – Dispositifs de fermeture

La pose d'un dispositif de fermeture ou d'isolation est soumise à autorisation préalable.

Les divers dispositifs de fermeture des installations devront être compatibles avec toutes les exigences de sécurité. En outre, ils devront être adaptés à la façade et s'intégrer architecturalement avec l'établissement.

Il pourra être prévu, dans le cadre de l'installation des terrasses, des fermetures périphériques. Ces dispositifs devront être réalisés dans le respect des normes de sécurité applicables. L'apposition d'un logo sur le verre est possible dans le respect du Règlement local de publicité. Aucune publicité ou menu ne sera autorisé, uniquement le nom de l'établissement peut être apposé.

L'isolation d'une terrasse est soumise à autorisation. Si l'isolation d'une terrasse ouverte a vocation à cloisonner celle-ci, l'autorisation initiale sera requalifiée en terrasse fermée à compter de la date de réalisation des travaux.

L'isolation d'une terrasse ouverte par l'utilisation de dispositif brise-vent, balustrades, claustras, pare-soleil ou séparatifs doit répondre à toutes les règles de sécurité. Les dispositifs ne devront pas occulter la perspective du site. A compter de 0.80m, la partie supérieure du dispositif doit être transparente. Les vitrages peuvent être marqué par un logo dans le respect du Règlement local de publicité. Aucune publicité ou menu ne sera autorisé, uniquement le nom de l'établissement peut être apposé.

L'isolation par un dispositif de type jardinière est possible. Il respectera néanmoins les règles particulières dédiées à ce type d'installation définies à l'article 12.4 du présent règlement.

Dans le cas des terrasses fermées, les dispositifs de fermeture occultants ou opaques (rideaux métalliques) ne sont pas permis, sauf autorisation spécifique, sur le domaine public. »

L'article 12.5 est modifié comme suit :

« Article 12.5 – Porte-menus, panneaux, ardoises et chevalets

Le mobilier d'affichage peut être autorisé selon les dispositions suivantes :

- Pour les terrasses pour consommation sur place, le nombre de porte-menus est limité à 1 par établissement. En marge de ce porte-menu, un chevalet sera autorisé. Ces installations sont autorisées exclusivement dans le périmètre de la terrasse.
- Pour les terrasses pour consommation à emporter, le nombre de chevalet est limité à 1 dans le périmètre autorisé.

L'installation des tableaux d'information, porte-menus et chevalets est définie par dérogation comme spécifié dans le tableau récapitulatif par secteur en annexe.

- Un seul **tableau d'information** par entrée en façade du commerce ou deux tableaux seront autorisés s'ils sont symétriques. Il sera placé sauf impossibilité technique, sur le pilier d'entrée du commerce. La largeur du dispositif est strictement limitée à la largeur du pilier. La surface du dispositif est limitée à

1m² maximum y compris le système d'éclairage éventuel. Il sera placé à une hauteur conforme aux règles d'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

- Un **porte-menu** est autorisé par établissement (restauration assise) et doit être implanté dans les limites de la terrasse autorisée. Les inscriptions doivent se rapporter exclusivement à l'activité du commerce. Les matériaux utilisés seront des matériaux nobles et résistants aux intempéries et à la corrosion. Les couleurs devront être en harmonie avec la façade. La hauteur maximale est fixée à 1.50m pour la largeur et 0.70m maximum de largeur. Sont exclus : les caissons lumineux, les couleurs vives, les matières plastiques et la publicité commerciale.

- Un **chevalet** est autorisé par établissement (restaurant, vente à emporter et commerce alimentaire). Une hauteur maximale est fixée à 1.20m pour une largeur de 0.80m maximum. La profondeur est limitée à 0.50m. Le lestage additionnel sur le socle est interdit. La publicité commerciale est interdite sauf la mention du nom de l'établissement. Il doit être implanté dans les limites de la terrasse autorisée et ne pas gêner les usagers du domaine public, leur positionnement peut être déterminé dans certains cas par la commune. A noter : les chevalets et porte-menus sont strictement interdits sur la promenade des quais et les contre-terrasses autorisées.

Ces équipements pourront être équipés d'un dispositif d'éclairage. Ce mobilier ne doit pas contenir de caractère publicitaire.

En cas de présence de dispositif d'enseigne sur le porte-menu, panneaux ou ardoises, celui-ci pourra être requalifié en dispositif d'enseigne ou de pré-enseigne. Le titulaire devra alors solliciter les autorisations requises définies dans le règlement local de publicité. »

L'article 12.6 est modifié suit :

« Article 12.6 – Planchers

L'installation de planchers ou platelages est soumise à autorisation préalable. Un dossier de demande spécifique avec plan doit être soumis au service gestionnaire, afin d'étudier la conformité avec le cahier des charges en vigueur.

Ils pourront être autorisés pour rehausser les terrasses autorisées au niveau du trottoir ou pour éviter un dispositif urbain (Ex. Caniveau, etc..).

Le titulaire de l'autorisation doit assumer le nettoyage quotidien du dessous du platelage ou du plancher afin d'éviter toute accumulation d'immondices ou de débris. Le non-respect de cette règle peut conduire la municipalité à résilier l'autorisation dans les conditions spécifiques de l'article 8.

La publicité est strictement interdite.

Le plancher ou le platelage sont interdits sur la zone n°3, sauf dans le cas du rehaussement de trottoir. »

L'article 13.2 est modifié comme suit :

« Article 13.2 – Mobiliers de terrasse

Le mobilier installé sur la terrasse doit être qualitatif. Il doit pouvoir contribuer à la valorisation de l'environnement architectural de la Ville. Les mobiliers doivent être harmonisés avec la façade commerciale ou la devanture du local.

Les mentions publicitaires sur le mobilier sont strictement interdites. Seul le nom ou un logo de l'établissement peuvent être imprimés sur le mobilier.

Concernant les banques de vente à emporter, il ne peut y être apposé ni publicité, ni menu.

Le mobilier doit être de qualité professionnelle. »

L'article 14.2 est modifié comme suit :

« Article 14.2 – Chauffages et climatiseurs

L'installation d'appareils de chauffage sur une terrasse commerciale ouverte pourra être autorisée dans la limite de la législation en vigueur. Conformément au code de l'urbanisme, une autorisation préalable est obligatoire. »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions ne sont pas modifiées et demeurent applicables.

ARTICLE 3 : Ampliation de la présente sera adressée à Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie et le chef de poste de la Police Municipale, qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié sous format électronique sur le site internet de la mairie et télétransmis à Monsieur le Préfet de l'Hérault. Il sera également notifié au demandeur. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux conformément à l'article L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date de publication selon l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative.

Fait et publié à Palavas-les-Flots, le 14 décembre 2023

Le Maire,

Christian JEANJEAN